

Pacte de stabilité ?

Catherine Samary

" Fin mars, les pays donateurs ont débloqué à Bruxelles un budget de 2,4 milliards d'euros destiné à aider les pays de l'Europe du Sud-Est à pallier les effets négatifs de l'intervention au Kosovo "... (Le Monde 16-17 avril). On peut difficilement reconnaître plus naïvement l'effet dévastateur de l'intervention de l'OTAN sur la région. Proclamé le 10 juin 1999, un jour après la signature des accords de Kumanovo qui mettaient fin à la guerre, le Pacte, impulsé par l'Union européenne, mais associant tous les pays et institutions mondiales impliqués dans les Balkans, exprime un constat inavoué d'échecs. Mais aussi la " prise de conscience " (comme on dit dans tous les rapports officiels de l'UE) que cet " espace " aux questions nationales, socio-économiques et politiques extrêmement imbriquées exige des réponses d'ensemble et que la " sécurité " de l'Europe n'est peut-être pas d'abord militaire. Certes l'élargissement géographique de l'OTAN en Europe de l'Est et la redéfinition de ses fonctions ont progressé en grande partie comme le voulaient les Etats-Unis. Le retour des Albanais massivement expulsés du Kosovo sous protection de l'OTAN et la volonté de toutes les forces politiques albanaises de faire de leur pays une base de l'OTAN ont été l'atout majeur de l'Alliance. Celle-ci est vécue (pour l'instant) dans cette communauté comme le libérateur du joug serbe, source de revenus et d'ouvertures sur l'occident. Mais cette guerre et la présence militaire internationale, sont incapables de protéger les minorités non albanaises et la population dans son ensemble ; les mafias de tous bord prolifèrent et la question centrale du statut du Kosovo et des rapports de propriété sur les mines demeurent explosives. Une offensive serbe dans le Nord de la province demeure possible, s'appuyant sur la non application de la résolution 1244 de l'ONU (faisant du Kosovo une province autonome serbe – y compris le retour de l'armée yougoslave aux frontières), et visant à la partition du pays. Dans tous les cas de figure, il y aura échec sur les buts officiels de l'OTAN (maintenir un Kosovo multiethnique ?) et réels (stabiliser les frontières et la région par la présence de l'OTAN). Le soutien que l'Alliance ont reçu des gouvernements d'Europe du Sud-Est a été dans l'ensemble, sauf en Pologne, en décalage avec la désapprobation des populations. Dans un contexte de désagrégation sociale considérable liée à la " transition " (vers le capitalisme), l'impopularité politique de cette intervention est aggravée par ses effets matériels. Outre la hausse des dépenses militaires, les populations subissent les conséquences des embargos et des dégâts écologiques de la guerre (notamment sur le Danube, aggravés par de récents accidents en Roumanie). En Macédoine, le comportement arrogant des forces militaires de l'OTAN est source de conflits croissants. C'est donc explicitement pour les remercier de leur loyauté et voler à leur secours face à des difficultés accrues, que les gouvernements de l'Europe du Sud-Est (hors Serbie pour l'instant...), réunis à Sarajevo au cours de l'été 1999, reçurent les promesses du Pacte de stabilité. Trois " Tables rondes " (sociétés civiles ; économie ; et sécurité) ont été mises en place, et en mars plus de trois cent projets ont été soumis aux donateurs. Pour être retenus ils doivent être coopératifs – c'est-à-dire associer au moins deux pays. Il est certes grand temps de " prendre conscience " de la nécessité de rechercher la stabilité des Balkans par des projets coopératifs et développementaux concernant toute la région. Mais le bilan de " l'aide " à la Bosnie risque de se reproduire ailleurs : depuis les accords de Dayton, l'essentiel de la croissance bosniaque est due aux salaires distribués dans les organismes internationaux. Ceux-ci exercent d'ailleurs un effet de siphon, détournant l'emploi des entreprises du pays, aux salaires dérisoires. Le Pacte de stabilité s'inscrit, comme toute " l'aide " occidentale, dans une logique d'accélération des privatisations et d'ouverture à la présence des firmes multinationales dans la région. On retrouvera donc les effets constatés ailleurs de ces processus : creusement des écarts de niveaux de vie et de croissance au sein même de chaque pays (selon les entreprises, branches et région en bonne position marchande), développement massif du chômage. Le Pacte se présente comme l'antichambre de l'adhésion à l'Union européenne : c'était là aussi un acte d'ouverture politique. Il prétend conditionner l'adhésion (comme l'aide reçue) à la coopération préalable régionale des pays balkanique. Admettons la dimension positive de ce " stimulant ". Mais elle est pour le moins ambiguë, pour plusieurs raisons. D'une part, certains des pays concernés par le Pacte sont déjà parmi les dix candidats officiels à l'UE : la Slovénie et la Hongrie avaient été placés dans la " première vague " par la Commission européenne (vont-ils être rétrogradés s'ils ne coopèrent pas ?); la Bulgarie et la Roumanie, étaient dans la deuxième. Depuis le Conseil européen d'Helsinki de décembre 1999

l'UE a renoncé à ces approches par " vagues " mettant désormais tous les candidats dans un même sac – tout en négociant avec chacun d'eux, sans engagement sur les rythmes. Sous couvert de " Pacte de stabilité " et d'ouverture accrue à l'UE, bien des pays candidats perçoivent à juste titre que l'antichambre risque d'être durablement une voie de garage. Le Pacte se heurte à des contraintes financières et à des logiques contradictoires. Pour l'UE qui s'est fixée un budget de dépenses ne devant pas dépasser 1,27% de son PIB d'ici 2006, le financement du Pacte de stabilité est concurrent avec celui de la pré-adhésion des candidats – et avec son budget " normal ". La croissance pourrait donner quelques marges de manoeuvre, mais elle est fragile. Prendre au Sud, pour donner à l'Est ? Diminuer l'accès aux fonds structurels ou au budget de la PAC (politique agricole commune) avant les nouvelles adhésions ? Toutes ces variantes sont plus ou moins en débat... Mais surtout, l'aspect désagrégateur des critères libéraux de construction de l'UE poursuivra ses ravages dans l'espace balkanique qu'on veut stabiliser : la course aux privatisations et aux devises met en concurrence plus qu'elle ne favorise les rapprochements ; la construction d'Etats-nations sur la base du découpage ethnique de l'espace yougoslave vise pour " ceux d'en haut " à l'appropriation de richesses consolidées par un Etat : le contrôle de la côte adriatique propice au tourisme porteur de devises autant que la privatisation des mines du Kosovo continuent à être à l'arrière-plan des conflits au sein de la Yougoslavie de Milosevic... On a là de nouvelles contradictions et hypocrisies. Le Pacte conditionne l'association de la Yougoslavie (dont il dit explicitement " respecter la souveraineté ") au " respect des accords sur le Kosovo " (que l'UE n'applique pas... C'est donc la mise à l'écart de Milosevic qui est devenu le critère non écrit). La politique de pyromane pompier se poursuit... Le Monténégro et le Kosovo recevront bien évidemment des aides – comme les villes d'opposition en Serbie ont reçu de " l'énergie pour la démocratie ". Cette politique est-elle susceptible d'affaiblir Milosevic et de consolider les frontières en contenant les logiques indépendantistes au Kosovo et au Monténégro ? Rien n'est moins sûr. D'autant que la chute de Milosevic ne supprimerait qu'une cause politique des logiques indépendantistes. Pas leurs raisons socio-économiques profondes.

Catherine Samary